L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAU, rue de Chartres No 73 — NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 9 NOVEMBRE 1864. — entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 9 NOVEMBRE.

Vente à l'encan de ce jour.

Par G Lecarpentier—à sa salle de vente, marchandises de saison, chapeaux français et feutres.

Par S Commeau—Les constructions en magasin de M. Millaud, situé à l'entrecôte de la rue Dauphine et Bourgogne, consistant en colonnes, fer blanchette, &c.

EXPLICATIONS DU SÉNATEUR HILL,
DE LA GÉORGIE,
Sur le discours de Jeff Davis, à Macon

[Richmond Sentinel, de 26 octobre.]

Lagrange, Ga, 5 oct. 1864.

A James T. McCormick, officier recruteur du comté de Troupe.

Mon cher monsieur, en réponse à vos demandes, je dirai les faits et les raisons qui m'guident quant le dernier ordre relatif à l'enregistrement et à la réorganisation de toutes les personnes entre les âges de 17 à 50 ans.

Par les lois de Congrès de toutes les personnes entre ces âges sont déclarées être au service des Etats Confédérés. Celles qui sont entre les âges de 18 et de 45 sont enrôlées pour le service de campagne, et celles qui ont de 17 à 18 ans et de 45 à 50, forment un corps de réserve chargé de remplir au service distinct.

Mais il y a déjà qu'il n'y a pas au service de campagne plus d'un tiers des hommes qui se trouvent dans la catégorie de 18 à 45. Où se trouvent les deux tiers? Quelle raisons ont-ils de se tenir à l'écart. Faire entrer ces hommes dans le service actif ils établir et exposer les différentes causes communes par eux pour rester à l'écart et y portez remède, tel est le but de l'ordre que vous êtes chargé maintenant de faire exécuter. Si cet ordre est bien exécuté nos armées seront renforcées en plein, l'ennemi sera battu et notre pays sauvé. Si, au contraire, il n'est pas exécuté, alors toute cette machine qu'on appelle le bureau de conscription n'est plus qu'une chose manquée et ceux qui sont chargés de la faire opérer devraient eux mêmes être appelés pour le service de campagne.

Le général Grant écrit que nos éléments de force pour notre armée sont épuisés, qu'il nous faut avoir recours maintenant aux enfants et aux vieillards, et puis cette raison il conjure le peuple du Nord de se soumettre au siège, afin de nous presser plus longtemps, et alors nous accomplirons, dit-il, ses terribles menaces. Nous avons notre loi des âges de 18 et de 45 ans et d'hommes pour combattre et finir la guerre, si cela promptement, si on peut les amener à remplir leurs devoirs. *Mais ces deux tiers de ces hommes sont absents.* Ce fait est assez surprenant pour pour convertir en officiers ambitieux tous les vieillards et enfants du pays.

Votre premier devoir est d'enregistrer tout blanc mâle qui se trouve dans la catégorie spécifiée de vos ordres. Notez le mot : "Tout homme." Son âge, sa position ou ses affaires importent peu. Enregistrez l'homme et son excuse. Si l'excuse est bonne, on laissera l'homme tranquille; mais si elle est mauvaise, l'homme doit être envoyé à l'armée, et le moyen avec lequel il aura joué ici étudié son devoir devra être exposé aux yeux du public qui le connaît.

Il y a beaucoup d'hommes qui se sont absentés du service sans autorisation légale ou sans raison convenable. Beaucoup de congés sont accordés, mais ils leur sont et à leurs familles par des officiers subalternes qui n'ont aucun pouvoir à cet effet. Beaucoup de congés sont accordés par les autorités compétentes, sur de mauvaises raisons, ou sur des raisons qui ont cessé d'exister et beaucoup sont fabriqués.

Beaucoup d'hommes ont été détachés pour un service peu important pendant qu'ils étaient malades ou affectés de blessures légères, et ils restent détachés jusqu'à ce qu'on prétende avoir besoin qu'ils soient depuis longtemps rétablis. Ici tout ces les exemptions doivent finir avec les causes qui en ont fait naître. Examinez avec soin toutes ces exemptions et voyez si elles étaient justifiées et si elles sont encore fondées en raison.

Nombre d'hommes ont demandé des exemptions et un service détaché et ont reçu des congés, qui sont renouvelés de temps en temps, jusqu'à ce que les cas soient décidé d'une manière finale. Quelques-uns d'entre eux sont employés des *recruits* ou des hommes fatigués appelés invalides, à un service plus ou moins arbitraire. Ordre, ordre, ordre, partout, au moins, faire atterrer la décision d'autant ajours que leur remboursation en sera plus forte à raison même du délai. Par ce moyen une classe d'hommes qui n'est pas nécessaire opère pratiquement comme une libération définitive du service.

Quelques personnes s'portent encore de vieilles commissions quand leurs fonctions ont cessé mais ces commissions n'ont jamais été rendues ni cancellées.

Un grand nombre montre des contrats sous toutes les formes, des contrats verreux, et sur verre de cela réclament des exemptions, on des services détachés. La responsabilité du maintien l'ordre du département de la guerre pour une exemption ou pour le service qu'il allègue, ordre que les recruteurs ne peuvent pas donner, que sur les certificats du chef de bureau, attestant que l'attention personnelle du contrôleur est indispensable à l'exécution convenable de ses devoirs.

Beaucoup de gens ont des certificats de quelque bureau, ou de sous-officiers de bureau, disant que le porteur est employé pour un service spécial ou pour faire une recherche non désignée. J'ai vu un, il y a quelque temps, qui contient que le porteur était employé pour empêcher le fer et le cuivre déposés dans certains comités ou jamais on n'avait supposé qu'il pût en exister et où, si une quantité non très limitée existait, le porteur ne pouvait les trouver. Toutes ces déterminations sont sans autorisation ou valeur.

Beaucoup de gens encore sont connus, agissent en employés de quartier-maître, de commissaire et d'autres officiers. Aucun de ces officiers n'a le droit de nommer aucun individu comme son agent, comme son employé, en aucune manière, et il se trouve dans la catégorie des âges entre 18 et 45, à moins que ces employés ne soit incapable de remplir un service actif. Notez le mot—non malade ou blessé, mais incapable.

Beaucoup agissent comme prévôts maréchaux et gardes, agens et employés de prévôts maréchaux, dans l'intérieur de nos villes, de chef officier de cet ordre n'est autorisé par la loi et aucun pouvoir, pas même le président, le secrétaire de la guerre ou le commandant en chef de l'armée, ne peut nommer un tel officier en dehors des lignes de l'armée et tous ces hommes vivent dans le plus profond mépris et sont légalement absents de leurs commandements. Les mêmes remarques s'appliquent aux commandants maréchaux-aides-de-camp.

Le nombre de ceux qui ont dans leurs poches des certificats de chirurgiens attestant leur mauvaise santé et sur leurs visages des certificats de la nature attestant leur bonne santé—avec des habitudes qui confirment la vérité de ces derniers—dépasse toute évaluation. Quand vous trouvez de ces gens-là je pense que vous devriez, mon cher ami, demander que leur santé soit rétablie depuis que le certificat leur a été délivré.

Je désire, avec ce rapport, établir deux faits, sur la vérité desquels je n'ai aucun doute. Le premier est qu'une grande portion de ces absents peuvent être forcé de retirer par l'autorité civile légalement constituée, pour l'incurie ou la négligence intentionnelle (pour ce pas employer de termes plus durs) des officiers répréhensibles ou médecins et de leurs assistants. Le second est que tout ou en montant l'on facilite dans tout ce pays de sa, ils ont, dans d'autres, comme pour agonier leur conscience, fait de l'arbitraire réglementaire et sans autorité. Il n'y a pas plus d'excuses pour une de ces fautes que pour l'autre. On a cité des exemples d'officiers recruteurs ou des commissaires médicaux qui consolidaient à peu qui réclamaient des exemptions, on au service désiré, à aller trouver des aspects de leur choix pour présenter leurs demandes. Ceux qui suivaient ce conseil et payaient bien d'en tirer tirèrent facilement, sauf qui refusaient éprouvaient des difficultés. Je désire hautement que jamais on a eu l'idée que ceux qui avaient des relations ou de l'argent avaient besoin qu'ils soient depuis longtemps rétablis. Ici tout ces les exemptions doivent finir avec les causes qui en ont fait naître. Examinez avec soin toutes ces exemptions et voyez si elles étaient justifiées et si elles sont encore fondées en raison.

Nombre d'hommes ont demandé des exemptions et un service détaché et ont reçu des congés, qui sont renouvelés de temps en temps, jusqu'à ce que les cas soient décidé d'une manière finale. Quelques-uns d'entre eux sont employés des *recruits* ou des hommes fatigués appelés invalides, à un service plus ou moins arbitraire. Ordre, ordre, ordre, partout, au moins, faire atterrer la décision d'autant ajours que leur remboursation en sera plus forte à raison même du délai. Par ce moyen une classe d'hommes qui n'est pas nécessaire opère pratiquement comme une libération définitive du service.

Quelques personnes s'portent encore de vieilles commissions quand leurs fonctions ont cessé mais ces commissions n'ont jamais été rendues ni cancellées.

Un grand nombre montre des contrats sous toutes les formes, des contrats verreux, et sur verre de cela réclament des exemptions, on des services détachés. La responsabilité du maintien l'ordre du département de la guerre pour une exemption ou pour le service qu'il allègue, ordre que les recruteurs ne peuvent pas donner, que sur les certificats du chef de bureau, attestant que l'attention personnelle du contrôleur est indispensable à l'exécution convenable de ses devoirs.

Beaucoup de gens ont des certificats de quelque bureau, ou de sous-officiers de bureau, disant que le porteur est employé pour un service spécial ou pour faire une recherche non désignée. J'ai vu un, il y a quelque temps, qui contient que le porteur était employé pour empêcher le fer et le cuivre déposés dans certains comités ou jamais on n'avait supposé qu'il pût en exister et où, si une quantité non très limitée existait, le porteur ne pouvait les trouver. Toutes ces déterminations sont sans autorisation ou valeur.

Beaucoup de gens encore sont connus, agissent en employés de quartier-maître, de commissaire et d'autres officiers. Aucun de ces officiers n'a le droit de nommer aucun individu comme son agent, comme son employé, en aucune manière, et il se trouve dans la catégorie des âges entre 18 et 45, à moins que ces employés ne soit incapable de remplir un service actif. Notez le mot—non malade ou blessé, mais incapable.

Beaucoup agissent comme prévôts maréchaux et gardes, agens et employés de prévôts maréchaux, dans l'intérieur de nos villes. De